

AMNESTY INTERNATIONAL

DÉCLARATION PUBLIQUE

AILRC-FR

16 juin 2013

Index AI : ASA 21/020/2013

Indonésie. Il faut veiller à ce que les employés de maison bénéficient d'une protection légale

Le gouvernement indonésien doit immédiatement prendre des mesures visant à mieux protéger les employés de maison indonésiens, qu'ils travaillent dans leur pays ou à l'étranger, a déclaré Amnesty International dimanche 16 juin.

Le 16 juin, des personnes du monde entier commémoreront la Journée internationale des travailleuses et travailleurs domestiques, et célèbreront le deuxième anniversaire de l'adoption par l'Organisation internationale du travail (OIT) de la Convention concernant le travail décent pour les travailleuses et travailleurs domestiques (Convention n° 189), un traité majeur établissant des normes internationales pour la protection des droits des employés de maison. Pour les millions de travailleurs domestiques indonésiens employés dans leur pays et à l'étranger (notamment à Hong Kong, en Malaisie, en Arabie saoudite et à Singapour), cependant, un grand nombre de ces mesures de protection ne sont toujours pas appliquées, ce qui mène à l'exploitation et aux abus.

Les travailleurs domestiques œuvrant à l'étranger sont régulièrement victimes de la traite des êtres humains avant d'être réduits aux travaux forcés, et sont piégés par des contrats trompeurs, ainsi que par des frais de recrutement excessifs, tandis qu'en Indonésie ils ne bénéficient pas des mêmes garanties juridiques et dispositions du droit du travail que les autres employés du pays. Compte tenu de l'isolement induit par leur activité, les employés de maison sont par ailleurs exposés aux violences physiques, psychologiques et sexuelles. En conséquence, beaucoup sont privés de leurs droits à un emploi convenable, à un environnement de travail sûr et sain, et à la liberté de mouvement et d'association.

Les manquements successifs du gouvernement indonésien à son devoir de fournir une protection adaptée aux travailleurs domestiques, qui sont en grande majorité des femmes – en Indonésie comme à l'étranger –, bafouent les obligations du pays en vertu du droit international et des normes associées. Ils vont en outre à l'encontre de déclarations faites par le président Susilo Bambang Yudhoyono qui, il y a deux ans, avait exhorté les délégués à la Conférence internationale du travail, à Genève, à soutenir l'adoption de la Convention de l'OIT concernant le travail décent pour les travailleuses et travailleurs domestiques, et des engagements pris par le gouvernement indonésien en faveur de la ratification de la Convention, lors de son Examen périodique universel en 2012.

Conformément aux recommandations émises par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, dans le cadre de ses observations finales de 2012, Amnesty International engage le gouvernement indonésien à prendre des mesures immédiates et concrètes pour que l'ensemble des employés de maison voient leurs droits protégés par des garanties juridiques.

Pour commencer, les autorités indonésiennes doivent ratifier la Convention de l'OIT concernant le travail décent pour les travailleuses et travailleurs domestiques le plus tôt possible, incorporer les dispositions de celles-ci à la législation nationale, et les mettre en œuvre dans les politiques et dans la pratique. Non seulement une telle décision conférerait une base solide aux textes de loi protégeant les droits des employés de maison, mais elle

renforcerait en outre les mesures de soutien à l'égard des millions d'entre eux qui travaillent à l'étranger.

La Chambre indonésienne des Représentants du peuple doit par ailleurs mettre l'accent sur le débat et l'adoption d'une loi de protection des travailleurs domestiques qui respecte le droit international et les normes associées. Un projet de loi est à l'étude depuis plusieurs années et connaît des retards à répétition. Si Amnesty International se félicite de cette initiative, elle déplore que le projet de loi ne contienne pas, en l'état actuel des choses, de dispositions adéquates sur les salaires, la réduction du temps de travail et les mécanismes de réparation, ni de dispositions spécifiques aux femmes, notamment en ce qui concerne la maternité.

La Convention de l'OIT concernant le travail décent pour les travailleuses et travailleurs domestiques a été adoptée lors de la 100^e Conférence internationale du travail, à Genève, le 16 juin 2011. À ce jour, cette convention a été ratifiée par l'Uruguay, les Philippines, l'Île Maurice, le Nicaragua, l'Italie, la Bolivie et le Paraguay, et entrera en vigueur le 5 septembre 2013.